

DELIBERATION N° 2022-147

Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 19 mai 2022 portant avis sur le projet de décret relatif à la mise en place d'un dispositif de préfinancement par le tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité des infrastructures collectives de recharge dans les immeubles collectifs à usage principal d'habitation

Participaient à la séance : Catherine EDWIGE, Ivan FAUCHEUX, Jean-Laurent LASTELLE et Valérie PLAGNOL commissaires.

1. CONTEXTE ET SAISINE DE LA CRE

Conformément aux dispositions des articles L. 353-12 et L. 342-3-1 du code de l'énergie, les coûts de raccordement des infrastructures collectives de recharge relevant du réseau public de distribution d'électricité ayant vocation à permettre l'installation ultérieure de points de recharge pour véhicules électriques ou hybrides rechargeables dans les immeubles collectifs, peuvent bénéficier d'un préfinancement couvert par les tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE). Afin de bénéficier de ce préfinancement, le propriétaire ou le syndicat des copropriétaires justifient de la demande d'au moins un devis pour l'installation d'une infrastructure collective de recharge auprès d'un opérateur de la recharge, proposant également un dispositif de préfinancement d'une infrastructure collective de recharge.

Dans ce cadre, l'article L. 353-12 du code de l'énergie prévoit notamment que « *Chaque utilisateur qui demande la création d'un ouvrage de branchement individuel alimenté par cette infrastructure collective est redevable d'une contribution au titre de l'infrastructure collective et d'une contribution au titre des ouvrages de branchements individuels. [...] Les modalités d'application [de cet] article, notamment le dimensionnement et les caractéristiques techniques de l'infrastructure collective ainsi que la détermination de la contribution au titre de l'infrastructure collective, sont précisées par un décret pris après avis de la Commission de régulation de l'énergie* ».

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) a été saisie, par courrier reçu le 21 avril 2022, par la Direction Générale de l'Energie et du Climat (DGEC) du projet de décret susmentionné.

La présente délibération décrit le contenu de ce projet de décret ainsi que les éléments d'analyse à l'appui desquels la CRE émet son avis.

2. CONTENU DU PROJET DE DECRET

Le projet de décret précise les modalités de préfinancement par le TURPE des travaux de raccordement des infrastructures de recharge des véhicules électriques (IRVE) dans les immeubles collectifs en application des articles L. 353-12 et L. 342-3-1 du code de l'énergie, notamment :

- le périmètre de l'infrastructure collective,
- le contenu de la convention, d'une durée de 20 ans, conclue entre le gestionnaire de réseau et le propriétaire ou le syndicat des copropriétaires,
- les principes de détermination de la contribution au titre de l'infrastructure collective (« quote-part »),
- les modalités de prise en charge des coûts échoués, et

- les indemnités en cas de retard du raccordement.

Modalités de calcul de la contribution à la charge des demandeurs

Le projet de décret précise les modalités de calcul des contributions dues par les utilisateurs de véhicules électriques qui demanderaient la création d'un branchement individuel alimenté par l'infrastructure collective. Chaque utilisateur est redevable d'une contribution pour sa dérivation individuelle et d'une quote-part pour couvrir les coûts des travaux mutualisés. Il bénéficiera d'un taux de réfaction à hauteur de 40% sur ces coûts, sauf pour les travaux annexes rendus nécessaires par le déploiement de l'infrastructure collective. Ces derniers peuvent être préfinancés par le TURPE mais ne peuvent bénéficier d'une quelconque réfaction lorsqu'ils sont réalisés par le gestionnaire de réseau à la demande du propriétaire ou du syndicat des copropriétaires.

La quote-part est déterminée notamment en fonction du coût de l'infrastructure collective de l'immeuble concerné et du ratio entre la puissance demandée au titre du branchement individuel et la puissance totale de l'infrastructure collective. Elle est comprise entre une valeur plafond et une valeur plancher qui seront fixées par arrêté du ministre chargé de l'énergie, sur proposition de la CRE.

Les règles détaillées du calcul de la quote-part seront établies par les gestionnaires de réseaux publics de distribution et approuvées par la CRE.

Dimensionnement de l'infrastructure collective

Le dimensionnement de l'infrastructure collective devra tenir compte d'un taux d'équipement à long terme en points de recharge et d'une puissance de référence par point de recharge, tous deux fixés par arrêté par les ministres chargés de l'énergie et des transports.

Ce dimensionnement devra également tenir compte du foisonnement entre véhicules électriques. Le projet de décret ouvre la possibilité pour le gestionnaire de réseau de proposer, selon des règles établies par la CRE, des offres de raccordement intelligentes tenant compte de la complémentarité des usages entre la recharge et les autres usages de l'immeuble.

Enfin, l'ensemble des règles de dimensionnement de l'infrastructure collective seront établies par le gestionnaire de réseau et soumises à l'approbation de la CRE.

Traitement des coûts échoués

La signature de la convention entre le gestionnaire de réseau et le propriétaire ou le syndicat des copropriétaires est conditionnée à la demande de raccordement d'au moins un branchement.

Le projet de décret prévoit que les travaux amont de raccordement puissent n'être lancés que lorsque le besoin est avéré. Afin de limiter le risque de coûts échoués, le gestionnaire de réseau n'est pas tenu de rendre disponible la totalité de la puissance de raccordement dès la mise en service de l'infrastructure. Les règles de déclenchement des travaux postérieurs à la mise en service de l'infrastructure sont approuvées par la CRE.

La quote-part est due pour chaque demande de raccordement intervenue pendant la durée de la convention (20 ans). Lorsque que le raccordement d'un nouveau demandeur nécessite d'engager des travaux sur l'infrastructure collective, autres que ceux prévus par la convention, et alors que la puissance totale a déjà été atteinte, la convention expire par anticipation.

A la fin de la convention, les éventuels coûts échoués sont couverts par le TURPE.

Indemnités de retard des travaux de raccordement

Le décret fixe les conditions et le montant des indemnités à verser par le gestionnaire de réseau en cas de dépassement du délai de raccordement de l'infrastructure collective, fixé à 6 mois par l'article L. 342-3-1 du code de l'énergie. En cas de dépassement de ce délai, le gestionnaire de réseau devra verser à la copropriété une indemnité fixée à 0,55 % du coût total HT de l'infrastructure collective par semaine calendaire de dépassement.

Le projet de décret précise également les cas dans lesquels le délai de raccordement peut être supérieur à 6 mois sans ouvrir droit à indemnité.

3. ANALYSE DE LA CRE

Le projet de décret détaille et encadre le dispositif de préfinancement par le TURPE des infrastructures collectives de recharge relevant du réseau public d'électricité et permettant l'installation ultérieure de points de recharge pour véhicules électriques ou hybrides rechargeables dans les immeubles collectifs.

En premier lieu, le dispositif prévu par la loi et mis en œuvre par le décret conduit les gestionnaires de réseau de distribution d'électricité (GRD) à intervenir dans un domaine concurrentiel, via l'extension du réseau public de distribution et avec un financement garanti par le TURPE. Cette exception est justifiée par l'intérêt public qui s'attache au bon développement des infrastructures de recharge des véhicules électriques dans l'habitat collectif, particulièrement dans les cas où l'offre privée est inexistante ou insuffisamment présente. Les GRD devront veiller à n'exercer aucune discrimination selon que l'infrastructure intérieure à un immeuble collectif est développée par le GRD ou par une entreprise tierce.

De manière générale, la CRE considère que les principes prévus par ce décret sont pertinents et équilibrés et permettront la mise en place d'un dispositif efficace :

- répondant à l'objectif d'accélérer le déploiement des infrastructures de recharge dans les immeubles collectifs sur l'ensemble du territoire ;
- permettant de compléter, sans les remplacer, les initiatives privées dans les zones avec une faible présence des opérateurs privés ; et
- limitant le risque de coûts échoués à la charge de la collectivité.

Modalités de dimensionnement et de calcul des coûts de l'infrastructure collective

La CRE est globalement favorable aux modalités de dimensionnement et de calcul des coûts des infrastructures collective prévus par le projet de décret. Ces modalités permettent, d'une part, d'inciter les gestionnaires de réseaux et les demandeurs à optimiser le raccordement afin de dimensionner au mieux le réseau en amont et d'éviter de mettre à la charge de la collectivité des travaux inutiles et coûteux. D'autre part, ces modalités encadrent de manière transparente les conditions de recours au dispositif de préfinancement dont l'objectif principal est d'accélérer le développement des infrastructures de recharge en particulier dans les zones où des solutions alternatives peinent à se développer.

La CRE note que certains paramètres importants pour le dimensionnement de ces infrastructures, notamment le taux d'équipement national en points de recharge et la puissance de référence par point de recharge, seront fixés ultérieurement par les ministres chargés de l'énergie et des transports. Le projet de décret ne prévoit toutefois pas de consultation préalable de la CRE. Ces facteurs étant essentiels pour le bon dimensionnement des réseaux, la CRE demande à être formellement consultée préalablement à leur fixation.

La CRE est également favorable à l'introduction d'un prix plancher et d'un prix plafond pour le montant de la quote-part, qui seront proposés par la CRE. Le prix plancher permettra d'éviter des niveaux trop bas de quote-part, qui risqueraient d'évincer l'offre privée là où elle est présente. Le prix plafond permettra de rendre accessible l'utilisation de véhicules électriques même dans les circonstances défavorables où les coûts seraient excessivement élevés.

La CRE, qui a recommandé le développement des offres de raccordement intelligentes notamment dès 2018 (délibération n° 2018024 du 8 février 2018¹), est favorable à l'introduction dans le projet de décret de cette possibilité pour les copropriétés. Ces dernières, en adoptant des méthodes de pilotage adéquates, pourront réduire les coûts de raccordement pour les demandeurs et la collectivité en général.

Traitement des coûts échoués

Compte tenu des incertitudes liées au rythme de développement de la mobilité électrique dans les immeubles collectifs à usage d'habitation, la CRE accueille favorablement la possibilité introduite par le projet de décret d'échelonner les travaux amont de raccordement (extension et renforcement). Cette disposition permettra de s'assurer que ces travaux, généralement coûteux, ne sont lancés que si le besoin est avéré, limitant ainsi le risque de coûts échoués.

La CRE est favorable à ces dispositions qui limiteront l'impact sur le TURPE et donc sur la facture d'électricité des consommateurs.

¹ Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 8 février 2018 portant proposition d'arrêté sur les principes généraux de calcul de la contribution versée au maître d'ouvrage des travaux de raccordement aux réseaux publics de distribution d'électricité.

Indemnités de retard des travaux de raccordement

Des retards importants dans la mise en service des infrastructures de recharge de véhicules électriques et hybrides rechargeables pourraient constituer un obstacle à l'atteinte des objectifs ambitieux de développement de la mobilité propre que notre pays s'est fixé, en particulier dans un contexte de crise énergétique incitant la France à réduire significativement et rapidement sa dépendance aux énergies fossiles. La CRE est ainsi favorable à l'introduction d'indemnités de retard afin d'inciter les gestionnaires de réseaux à respecter les délais de raccordement.

La CRE considère toutefois que ces indemnités ne doivent pas être limitées au raccordement d'infrastructures de recharge bénéficiant du dispositif de préfinancement par le TURPE, mais doivent être élargies à l'ensemble des schémas de raccordement d'IRVE. La CRE a l'intention d'introduire des indemnités ou incitations similaires dans la régulation incitative du TURPE.

AVIS DE LA CRE

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) a été saisie, par courrier reçu le 21 avril 2022, par la Direction Générale de l'Energie et du Climat d'un projet décret relatif à la mise en place d'un dispositif de préfinancement par le TURPE des infrastructures collectives relevant du réseau public d'électricité permettant l'installation ultérieure de points de recharge pour véhicules électriques ou hybrides rechargeables dans les immeubles collectifs, en application des articles L. 353-12 et L. 342-3-1 du code de l'énergie.

Le projet de décret précise les modalités d'application du dispositif de préfinancement, de dimensionnement et de calcul de la contribution due au titre de l'infrastructure collective de recharge. Cette contribution est comprise entre une valeur plafond et plancher.

Le projet de décret précise également les éléments constitutifs de la convention conclue entre le gestionnaire de réseau de distribution et le propriétaire ou le syndicat des copropriétaires, ainsi que les indemnités dues par le gestionnaire de réseau en cas de non-respect des délais de raccordement.

La CRE émet un avis favorable sur ce projet de décret en ce qu'il permettra une mise en œuvre efficace de ce dispositif de préfinancement notamment en incitant les GRD à intervenir en priorité lorsque l'offre privée est défaillante ou insuffisamment présente. Ce projet de décret répond ainsi à l'objectif d'accélération du déploiement de la recharge de véhicule électrique dans les immeubles collectifs tout en limitant les risques de coûts échoués à la charge de la collectivité.

Le dimensionnement de ces infrastructures de recharge, et donc du réseau amont qui les alimente, est un enjeu important pour le développement des réseaux publics d'électricité. En conséquence, la CRE demande à être saisie pour avis de l'arrêté fixant le taux d'équipement à long terme et la puissance de référence par point de recharge.

La CRE est également favorable à l'introduction d'indemnités dues par le gestionnaire de réseau en cas de retard dans la mise en service des infrastructures objet du préfinancement.

Dans la mesure où le dispositif conduira les GRD à agir dans un secteur de nature concurrentielle où des entreprises sont déjà présentes, les GRD ne devront exercer aucune discrimination dans le raccordement au réseau entre les installations intérieures aux immeubles collectives développées par eux-mêmes et celles développées par des entreprises extérieures.

La délibération sera publiée sur le site internet de la CRE et transmise au ministre chargé de l'énergie ainsi qu'au ministre chargé de l'économie et des finances.

Délibéré à Paris, le 19 mai 2022.

Pour la Commission de régulation de l'énergie,
Une Commissaire,

Catherine EDWIGE